



**DANS CE NUMÉRO:**  
 LES MEMBRES SE TOURNENT VERS  
 L'AVENIR LORS DU CONSEIL DE LA C. B.  
 ET QUÉBÉCOIS. >> PAGE 2  
 UNE LOI FÉDÉRALE SUR LES CANADIENS  
 HANDICAPÉS EST RÉCLAMÉE >> PAGE 2  
 UNIFOR VIENT EN AIDE À DES PÊCHEURS  
 ÉTRANGERS ABANDONNÉS À LEUR SORT.  
 >> PAGE 4



VOLUME 4, NO.24

[WWW.UNIFOR.ORG](http://WWW.UNIFOR.ORG)

1 DECEMBRE 2016

# uniforum



Les délégués au Conseil de la C. B. se rassemblent pour discuter de plans d'action, afin d'être des agents de changement dans leur province.

## Le Conseil de la C. B. à exécution un plan pour améliorer l'avenir de la province

Les déléguées et délégués de plus de 30 sections locales d'Unifor se sont rassemblés à Vancouver à l'occasion du Conseil de la Colombie-Britannique, qui s'est déroulé du 25 au 27 novembre.

Debra Sparrow, une aînée de la Nation Musqueam, a ouvert la séance en prononçant un mot de bienvenue inspirant. Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest d'Unifor, a ensuite pris la relève en livrant un discours sur le plan d'Unifor en matière de militantisme, lequel lui a valu une ovation.

« Nous pouvons améliorer la Colombie-Britannique, a-t-elle dit. Je sais que c'est à notre portée. Sur pratiquement tout ce qui tient à cœur aux Britanno-Colombiens, la première ministre Christy Clark a échoué, mais nous pouvons redresser la situation. »

## Conseil québécois

Le Conseil québécois d'Unifor, qui a rassemblé des délégués des quatre coins de la province à Montréal du 25 au 27 novembre, s'est déroulé sur fond politique. Les membres ont été invités à commencer à se mobiliser sur-le-champ afin d'évincer le gouvernement libéral de Philippe Couillard en 2018. Ce n'était que l'un des nombreux messages que Renaud Gagné, directeur québécois, a transmis aux 370 délégués. Dans son bilan du travail d'Unifor et

>> Suite à la page 2

## Unifor plaide pour le renforcement des nouvelles locales et des émissions ethniques

Unifor a demandé au CRTC de prendre des mesures vigoureuses pour stimuler les nouvelles et les émissions locales, comme le rétablissement des émissions en italien, punjabi, cantonais et mandarin.

Howard Law, directeur des médias d'Unifor, a recommandé au CRTC, lors de ses récentes audiences sur l'avenir de la

télévision locale, de faire fi des propositions des radiodiffuseurs privés canadiens.

« Les radiodiffuseurs privés sont tout simplement déconnectés de l'opinion publique et des points de vue clairement exprimés par le CRTC et la ministre du Patrimoine, a-t-il dit. Vous feriez aussi bien d'ignorer ces parties de leurs mémoires. »

>> Suite à la page 3

## La Table ronde fait pression sur des ministres

La Table ronde sur les emplois de qualité, qui découle du Sommet sur les emplois de qualité organisé par Unifor en 2014, vient de rencontrer deux ministres fédéraux pour discuter de moyens de créer davantage d'emplois de qualité au Canada.

« Notre syndicat a fait comprendre aux deux ministres l'importance des emplois de qualité dans la création de collectivités fortes et le rôle vital que le gouvernement jouait à cet égard », a précisé Jerry Dias, président national d'Unifor.

La rencontre du 28 novembre a réuni MaryAnn Mihychuk, ministre du Travail, et James Carr, ministre des Ressources naturelles, et les membres de la Table ronde. La coalition a discuté de l'amélioration de l'information sur le marché du travail et de la planification connexe, ainsi que des moyens de maintenir et de créer des emplois de qualité en mettant en valeur les ressources naturelles canadiennes.



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au:

**Uniforum**

Service des communications d'Unifor  
205 Placer Court, 5e étage  
Toronto (Ontario) M5H 3H9  
1-800-268-5763

[communications@unifor.org](mailto:communications@unifor.org)

[www.unifor.org](http://www.unifor.org)

## Unifor recommande une loi fédérale sur les personnes handicapées

Le 3 décembre marque la Journée internationale des personnes handicapées. Dans le cadre de sa mission de bâtir une société équitable et inclusive, Unifor prône des modifications législatives afin d'améliorer l'accessibilité et d'assurer la participation pleine et égale des personnes handicapées.

Unifor croit que la formulation d'une loi nationale améliorerait grandement la qualité de vie de bien des Canadiennes et Canadiens. Pendant les consultations fédérales sur la création d'une loi sur les personnes handicapées, Unifor a déposé un mémoire afin de promouvoir l'accessibilité et d'éliminer les obstacles matériels, sociaux et attitudinaux. Vous pouvez lire le mémoire intégral

d'Unifor pour une loi en matière d'accessibilité à l'adresse [www.unifor.org/fr/quoi-de-neuf/memoires-et-enonces/memoire-dunifor-pour-une-loi-en-matiere-daccessibilite](http://www.unifor.org/fr/quoi-de-neuf/memoires-et-enonces/memoire-dunifor-pour-une-loi-en-matiere-daccessibilite).

Dans son mémoire *Il est temps de lever les obstacles!*, Unifor recommande une approche active pour éliminer tous les obstacles qui créent de l'adversité et de la ségrégation. Des normes fédérales doivent favoriser l'inclusion des personnes handicapées dans toutes les institutions sociales, politiques et économiques, ainsi que les services et les installations.

Pour éliminer ces obstacles, Unifor suggère notamment de fournir un affichage en braille et des sites Web accessibles et d'obliger les organisations qui font affaire avec le gouvernement



fédéral à intégrer l'accessibilité dans leurs projets et services.

En outre, la nouvelle loi doit viser toutes les personnes handicapées, que leur handicap soit de nature mentale ou physique. Le syndicat recommande aussi que la loi s'attaque à tous les obstacles matériels qui restreignent la liberté de mouvement, l'utilisation du transport en commun, l'accès à l'information ou le recours à la technologie.

### >> Suite de "Conseil québécois..." on page 1

du paysage politique, M. Gagné a évoqué les élections présidentielles américaines et les vives préoccupations qu'elles suscitaient.

« À la perspective d'un gouvernement protectionniste, nous sommes particulièrement inquiets pour nos emplois dans l'industrie du bois d'œuvre résineux et de l'aluminium, mais aussi dans l'industrie manufacturière », a-t-il indiqué.

Quant à Jerry Dias, président national d'Unifor, il a parlé aux délégués du président désigné Trump.

« La leçon à retenir de l'élection de Trump, c'est que les démagogues viennent combler un vide quand les politiciens centristes libéraux abandonnent les travailleurs et le mouvement syndical », a-t-il affirmé. De plus,



Le Conseil québécois se concentre sur l'action politique.

M. Dias a félicité le mouvement syndical québécois de ses mobilisations récentes, dont les manifestations et les campagnes contre le programme d'austérité du gouvernement Couillard, et de militer pour le salaire minimum de 15 \$ au Québec.

Le Conseil a accueilli Jean-François Lisée, chef du Parti Québécois et chef de l'opposition officielle à Québec. M. Lisée, dont les nombreuses attaques contre ses adversaires politiques ont fait les manchettes tout le week-end, a livré un discours galvanisant.

## >> Suite de "Le Conseil de la C. B..." on page 1

Mme Warnock a indiqué qu'Unifor mobiliserait le talent et le savoir-faire de ses membres en Colombie-Britannique pour amener du changement et élire le NPD en mai prochain. John Horgan, chef du NPD de la Colombie-Britannique, a également dressé un bilan cinglant du gouvernement libéral provincial, en plus de promettre d'être un premier ministre qui servirait les intérêts de tous les travailleurs et travailleuses.

Jerry Dias, président national d'Unifor, a entretenu les délégués de l'action collective et de la solidarité nécessaires pour remporter les élections provinciales en 2017.

« La Colombie-Britannique a besoin d'un gouvernement qui

accorde réellement la priorité aux travailleurs, a-t-il affirmé. Un gouvernement qui sort les gens de la pauvreté, pas un gouvernement qui privilégie ses donateurs. »

M. Dias a invité les délégués à maintenir la pression sur le gouvernement libéral fédéral pour qu'il tienne ses grandes promesses, comme la réforme électorale. Il a ajouté que la période propice pour ce faire prendrait fin en 2017 et a demandé à chaque membre de militer pour la représentation proportionnelle, pour que chaque électrice ou électeur compte.

Bob Orr, secrétaire-trésorier national d'Unifor, a rappelé aux délégués qu'il était plus important que jamais que le mouvement syndical soit uni compte tenu de la résurgence de l'extrême droite autour du monde, y compris aux



Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest d'Unifor, et John Horgan, chef du NPD de la C. B.

États-Unis.

Le thème du lobbying en faveur du changement a été repris la deuxième journée du Conseil. Les délégués portaient des t-shirts revendiquant l'élimination des obstacles auxquels les personnes handicapées faisaient face pour envoyer un message clair à Carla

Qualtrough, ministre fédérale des Sports et des Personnes handicapées. La ministre a déclaré qu'elle était prête à travailler avec Unifor dans le but qu'une loi sur les Canadiens handicapés soit formulée afin de maximiser l'efficacité en milieu de travail.

## >> Suite de "Unifor plaide pour le renforcement..." on page 1

Bell Média et Rogers ont suggéré que les dépenses en nouvelles locales soient calculées en fonction des revenus de leurs actifs de radiodiffusion. M. Law a soutenu que ces revenus devraient baisser au cours des prochaines années et que, par conséquent, la couverture des nouvelles locales diminuerait de façon constante.

Unifor a exhorté le CRTC à fixer une dépense stable et prévisible en nouvelles locales, comme condition de licence, car les radiodiffuseurs avaient les moyens de la payer grâce à leurs intérêts dans les services Internet, de câblodistribution, de téléphonie, etc.

M. Law a appuyé l'idée de la chaîne ethnique OMNI, qui appartient à Rogers, de facturer aux distributeurs des frais de 0,12 \$ par abonné. Toutefois, il préférerait que le tarif soit de 0,15 \$.

« Pour trois cents de plus par mois, nous pouvons rétablir,

pour ces quatre communautés linguistiques majeures, le niveau d'émissions de nouvelles locales gratuites en direct », a-t-il précisé.

Comme conditions de licence, M. Law a également préconisé que les stations d'OMNI diffusent une heure d'émissions de nouvelles par jour dans chaque langue, qu'OMNI conserve le plein contrôle du contenu des nouvelles et que Rogers rende compte en détail de l'utilisation des frais supplémentaires.



## Connaître la composition de l'effectif d'Unifor

Le renforcement de notre syndicat est une tâche collective; il faut lui consacrer du temps, mais il en vaut la peine pour notre avenir!

Merci de remplir un bref sondage pour améliorer les données d'Unifor.

[unifor.org/demographie](http://unifor.org/demographie)



## La FIOT obtient que des gens de mer reçoivent les salaires qui leur étaient dus et soient rapatriés chez eux

Au début de novembre, un groupe de gens de mer aux prises avec de graves problèmes, comme le non-paiement de leurs salaires, ont contacté la Fédération internationale des ouvriers du transport (FIOT).

Originaires du Pérou, du Honduras et de la République dominicaine, les cinq membres d'équipage du bâtiment de transport NM Dutch Runner, à Port Hawkesbury, en Nouvelle-Écosse, n'avaient pas été rémunérés depuis un mois et demi. De plus, certaines clauses de leur contrat n'étaient pas respectées par l'employeur.

Karl Risser, inspecteur pour la

région de l'Atlantique de la FIOT, a travaillé avec l'organisation communautaire Mission to Seafarers, alors que le bureau de l'Atlantique d'Unifor a attiré l'attention des médias sur la situation.

« Le transport maritime est une industrie extrêmement compétitive, a-t-il indiqué. Par conséquent, des situations comme celles-ci ne sont pas rares. Nous sommes très heureux que ces travailleurs aient reçu la rémunération qui leur était due et soient sur le point d'être réunis avec leurs familles. »

En faisant connaître la situation, notre syndicat a créé

**DANS CE NUMÉRO** Le Conseil de la C. B. et le Conseil québécois mobilisent leurs membres en vue des élections provinciales. Unifor réclame la création d'une loi fédérale sur les Canadiens handicapés. Le CRTC se fait recommander de renforcer les émissions de nouvelles locales et ethniques, et plus encore!



**Les membres de l'équipage du NM Dutch Runner sont heureux de retourner à la maison.**

une pression publique qui a forcé les propriétaires du navire à payer les membres de l'équipage et à assurer leur retour dans leur pays d'origine.

Le lundi 7 novembre, M. Risser et Maggie Whittingham, aumônière de Mission to Seafarers, sont montés à bord du navire. Ils y ont constaté le piètre état du bâtiment et ont fait la rencontre de l'équipage réduit en détresse. Ils ont réglé plusieurs problèmes urgents en lui fournissant des vêtements chauds,

des appareils de chauffage et de la nourriture.

Ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres du travail de collaboration qu'Unifor accomplit avec d'autres organisations ou fédérations internationales dans le but de défendre les droits des travailleurs, d'éradiquer l'exploitation et de rétablir la justice. Cette histoire démontre à quel point la solidarité fait une différence dans le mouvement syndical.